

Burkina Faso/Attaques à Ouagadougou L'enquête se poursuit

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

Dans le même temps, deux présidents ouest-africains, le Nigérien Mahamadou Issoufou et le Togolais Faure Gnassingbé sont arrivés sur place hier.

LA police scientifique travaillait toujours hier sur les lieux des attentats de Ouagadougou, au moment où deux présidents ouest-africains ont témoigné de leur solidarité aux Burkinabè et réaffirmé la solidarité de l'alliance antijihadiste des pays sahéliens avec la France.

Les enquêteurs de la police scientifique "travaillent 24 heures sur 24" pour collecter des informations sur les sites des attaques, qui ont fait vendredi sept morts et 80 blessés parmi les forces de l'ordre, et qui ont été revendiquées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) lié à Al-Qaïda, selon une source gouvernementale. Une importante équipe d'une dizaine d'enquêteurs français spécialisés est venue prêter main forte aux autorités burkinabè. Dirigée par un procureur de la section antiterroriste du parquet de Paris, l'équipe comprend des enquêteurs de la sous-direction antiterroriste, de la Direction générale de la sécurité intérieure et de la



Photo : AFP

Alors que les Burkinabè pleurent leurs morts, l'enquête sur la double attaque de vendredi dernier se poursuit, enregistrant des progrès.

police scientifique, selon des sources judiciaires et policières françaises.

"FORTS SOUPÇONS" Deux hommes soupçonnés d'être impliqués dans les attentats étaient entendus par la justice burkinabè hier. Sur l'un deux pèsent de "très forts soupçons" et on lui prête un rôle clé dans l'opération, avait révélé dimanche une source gouvernementale. Ils avaient été arrêtés vendredi dans les accrochages suivant les attaques. De plus, les enquêteurs soupçonnent qu'il y ait eu des complicités dans l'armée pour la préparation des attaques.

"Les fuites au niveau de l'ar-

mée commencent à se confirmer, l'enquête va dans ce sens", a confié la source gouvernementale. Le mode opératoire de l'attaque contre l'état-major laisse penser aux enquêteurs que les assaillants connaissaient les lieux, et qu'ils étaient renseignés sur la tenue d'une réunion de l'état-major burkinabè de la force G5 Sahel.

La salle où la réunion devait se tenir a été totalement détruite par l'explosion d'une voiture piégée, qui a précédé l'assaut des jihadistes. Cependant la réunion avait été changée de salle au dernier moment, évitant un carnage.

"On ne peut quand même que s'interroger et nourrir de légitimes inquiétudes quand le cœur de l'armée burkinabè est touché avec une facilité aussi déconcertante", selon un éditorial du quotidien indépendant L'Observateur Paalga.

"La bête immonde a mis les pieds depuis 2015 dans la patrie des hommes intègres. En s'en prenant à l'état-major général des armées (où les mesures de sécurité avaient pourtant été renforcées ces derniers temps) et à la représentation diplomatique française à Ouagadougou, il s'en est pris à des symboles forts, des sanctuaires qu'on pensait inviolables, et pourtant profanés.

Cruelle désillusion".

Au total neuf assaillants ont été tués dans les deux attaques coordonnées (quatre à l'ambassade de France, cinq à l'état-major), revendiquées par le GSIM qui dit avoir agi "en réponse à la mort de plusieurs de ses dirigeants dans un raid de l'armée française dans le nord de Mali il y a deux semaines". Le GSIM est une organisation jihadiste regroupant depuis un an plusieurs entités du Sahel liées à Al-Qaïda. Il est dirigé par le Touareg malien Iyad Ag Ghaly, chef d'Ansar Dine. Après cette attaque, le président du Niger Mahamadou Issoufou a réaffirmé la solidarité de l'alliance des pays sahéliens avec la France contre le terrorisme, au cours d'une visite à Ouagadougou.

"Je voudrais avoir une pensée pour les alliés, qui payent un lourd tribut dans ce combat que nous menons côte-à-côte contre le terrorisme et en particulier, parmi les alliés, la France, dont l'ambassade a été attaquée", a déclaré M. Issoufou, président en exercice du G5 Sahel.

Le président nigérien et le président togolais Faure Gnassingbé ont effectué une courte visite à Ouagadougou. Avec leur homologue burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, ils se sont rendus sur les lieux des attaques de vendredi.

L'Afrique en bref

• **Madagascar/Présidentielle.** Cafouillage autour du calendrier

Le ministère malgache des Affaires étrangères a fait marche arrière hier après l'annonce par le chef de la diplomatie de la date de l'élection présidentielle prévue cette année, expliquant qu'il avait simplement fait "une projection".

• **Niger/Jihadistes.** La vidéo qui choque le Pentagone

Une vidéo diffusée par le groupe Etat islamique et montrant un soldat américain tué dans une embuscade au Niger montre la "perversion" de ce groupe jihadiste, a estimé hier le Pentagone.

• **Ouganda/Politique.** Limogeage du chef de la police et du ministre de la sécurité

Le président ougandais Yoweri Museveni a limogé le chef controversé de la police, Kale Kayihura, ainsi que le ministre de la Sécurité, Henry Tumukunde. Kale Kayihura était critiqué en raison d'une forte augmentation de la criminalité en Ouganda, notamment dans Kampala, et de la corruption au sein de la police.

• **RD Congo/Elections.** Appel à une grève générale



Photo : AFP

Une dizaine de mouvements congolais prodémocratie ont appelé hier à une grève générale vendredi en République démocratique du Congo pour protester contre la mort de militants tués dans la "répression criminelle" des marches anti-Kabila.

• **Sénégal/Troubles.** Un soldat tué en Casamance

Un soldat sénégalais a été tué dimanche et un autre blessé dans une opération visant "mettre fin aux activités criminelles" des rebelles en Casamance, région du sud du Sénégal où 14 hommes ont été massacrés dans une forêt en janvier, a annoncé l'armée.

• **Sierra Leone/Politique.** Première présidentielle post-Ebola demain

En paix depuis 16 ans mais toujours extrêmement pauvre, la Sierra Leone s'apprête à vivre demain des élections présidentielle et législatives avec l'espoir d'entamer enfin son décollage économique, entravé par une épidémie d'Ebola et une corruption toujours endémique.

Angola/Politique

Isabel dos Santos dément les accusations de détournement de fonds à la Sonangol

AFP

Luanda/Angola

La justice angolaise avait annoncé début mars l'ouverture d'une enquête sur la gestion de la compagnie pétrolière par la fille de l'ex-président José Eduardo dos Santos.

ISABEL dos Santos, fille de l'ex-président angolais José Eduardo dos Santos, a démenti hier tout détournement de fonds lorsqu'elle dirigeait la compagnie pétrolière publique Sonangol, estimant que ces accusations étaient "totalement infondées".

"Je ne peux que faire part de mon indignation totale devant (...) les accusations et insinuations graves faites à mon encontre" et l'équipe qui était à l'époque à la tête de la Sonangol, a affirmé Isabel dos Santos dans un communiqué de presse.

Le 28 février, le nouveau PDG de l'entreprise, Carlos

Saturnino, a dénoncé la mauvaise gestion de sa prédécesseure et pointé du doigt des opérations à la légalité, à ses yeux, douteuse.

"Nous avons pris nos fonctions le 16 novembre 2017 et, ce soir-là, nous avons noté que le directeur financier de Sonangol, bien qu'il n'était plus en fonction, a ordonné un transfert d'une valeur de 38 millions de dollars (un peu plus de 20 milliards de francs) à une entreprise basée à Dubaï", a-t-il notamment accusé. Deux jours plus tard, la justice angolaise a annoncé l'ouverture d'une enquête sur de possibles détournements de fonds à la Sonangol lorsque la société était dirigée par Isabel dos Santos.

Cette dernière a réagi hier, en affirmant qu'il était "faux d'affirmer que les virements bancaires de 38 180 000 de dollars avaient été effectués après la cessation des fonctions de l'administration précédente". "M. Carlos Saturnino tente déli-



Photo : AFP

Isabel dos Santos (ici au côté de son époux, l'homme d'affaires et collectionneur Sindika Dokolo) a fait part de son "indignation totale devant les accusations et insinuations graves faites à (son) encontre".

bérément d'induire en erreur l'opinion publique en lui faisant croire qu'il y a eu irrégularité", a-t-elle ajouté.

"MENTEUR" Dans une interview au quotidien portugais Jornal de Negócios, Isabel dos Santos est allée encore plus loin, accusant le PDG de Sonangol d'être "un menteur" et de tenir des propos "choquants". Elle a dénoncé une croi-

sade, selon elle encouragée par les partis de l'opposition, dans le but de "salir son nom" et "une grave campagne politique visant le précédent gouvernement".

Elle a en outre jugé "normale" et "bienvenue" l'ouverture par le parquet d'une enquête à la suite des dénonciations de l'actuel PDG de la Sonangol en ajoutant qu'elle allait enga-

ger des poursuites judiciaires à l'encontre de M. Saturnino en réponse à ses "allégations diffamatoires".

En novembre, Isabel dos Santos avait été limogée de l'entreprise nationale par le nouveau président angolais Joao Lourenço.

Considérée comme la femme la plus riche d'Afrique par le magazine américain Forbes, la "princesse", comme les Angolais la surnomment, est le symbole du népotisme reproché à son père.

José Eduardo dos Santos a dirigé l'Angola pendant trente-huit ans, un règne sans partage pendant lequel il a mis l'économie du pays en coupe réglée au profit d'une poignée de proches.

Son successeur, qui a pris ses fonctions en septembre, est issu comme lui du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et a congédié, depuis son arrivée au pouvoir, de nombreux barons de l'ancien régime.